



On n'arrête pas le progrès ?

Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.

États-Unis : offensive réactionnaire...

Selon les révélations du média Politico, la Cour suprême des États-Unis s'apprête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie dans chacun des 50 États des États-Unis au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui au Texas promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

... et anti-ouvrière

Car l'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75 % sous le seuil de pauvreté. Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90 % des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000, plus de deux fois plus que les autres pays riches, et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau de pays pauvres comme le Panama ou l'Équateur !

Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumis à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés aux centres du planning familial et la prégnance des idées réactionnaires parmi tout un pan des médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font d'ailleurs leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires commencent, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chaque individu de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux culs-bénis et aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté... Et c'est bien là qu'est l'espoir !

Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la Women's March a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69 % des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

Renault Guyancourt : le mouvement des PEI continue !

Depuis le 25 avril, la grande majorité de nos collègues de PEI, la société en charge du ménage sur le TCR, se sont mis en grève. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la fermeture partielle du site tous les vendredis pour une période illimitée. Une décision inacceptable qui leur ferait perdre une journée de salaire, alors que les leurs sont très bas et déjà réduits à 75 % par le chômage partiel depuis la crise du Covid. Nos collègues ont raison de le rappeler : « Renault n'a pas d'économies à faire sur notre dos ».

Attention à la fermeture des portes

La direction du site ne semble plus savoir où donner de la tête ! Toute la semaine dernière, craignant la reprise de la grève, elle a interdit – de manière illégale – aux délégués du personnel et représentants syndicaux extérieurs à Guyancourt d'entrer dans le TCR, histoire qu'ils n'influencent pas dans le mauvais sens les collègues du ménage... Mais jeudi dernier, c'est elle qui a désactivé de manière préventive les badges de tous les salariés de PEI, les considérant tous par avance comme grévistes !

Renault déplace les bornes

Non content d'avoir fermé les portes aux salariés de PEI le jeudi, la direction a installé le vendredi et le lundi suivants des barrières et des vigiles vingt mètres devant l'accueil de l'Avancée !

Il faut dire que la veille, les grévistes avaient mis l'ambiance aux portes. Et ça continue aujourd'hui, n'hésitez pas à venir les saluer !

Dégradation sanitaire

Conséquence de la grève, la propreté des locaux et particulièrement des sanitaires commence à se dégrader sérieusement... Ce qui confirme qu'on a besoin de nos collègues du PEI tous les jours de la semaine, y compris le vendredi !

Non au chantage !

En plus d'empêcher les grévistes d'accéder au site, la direction de Renault agit le spectre de faire venir une autre société si PEI n'assure pas « un service minimum ». Un chantage à l'emploi à peine déguisé pour dissuader nos collègues de poursuivre leur mouvement.

Heureusement que ceux-ci ne se laissent pas faire !

PEI... c'est à Lardy aussi !

Le mouvement des PEI concerne aussi le site de Lardy où Renault prétexte là encore le télétravail accru des salariés pour réduire considérablement la voilure dans le nettoyage. Résultat, certains travailleurs de PEI se retrouvent avec des heures de

travail et du salaire en moins... alors que les autres doivent turbiner pour le même salaire à leur place !

Renault n'aime pas les pauvres

Renault Retail Group a annoncé la fermeture de sa concession de Vaulx-en-Velin en banlieue lyonnaise d'ici la fin de l'année. Le prétexte choisi ? « Des zones de trafic et de non-droit qui sont clairement défavorables à nos activités ». Des accusations parfaitement infondées puisque le même communiqué de Renault indique la véritable raison un peu après : « l'établissement s'entoure aussi d'une population à faibles revenus par foyer, inférieurs à la moyenne nationale ».

Autrement dit, des pauvres qui ne pourront pas se payer les nouveaux véhicules haut de gamme de Renault.

Tout augmente, et nos salaires ?

Fin avril, l'inflation atteint 4,8 % sur un an. Après l'énergie et l'essence, c'est dans l'alimentation et les services que la hausse des prix s'accélère. Et cela devrait empirer les prochains mois. Ces chiffres ne font que confirmer la perte de pouvoir d'achat que l'on constate chaque jour. Et la nécessité d'imposer des hausses de salaire, pensions et allocations et leur indexation sur la hausse des prix !

Union renouvelée, vieille politique

Une nouvelle gauche unie est née, pour contrer Macron nous dit-on, ou pour en devenir le Premier ministre si l'on en croit les affiches de Mélenchon. On connaît la chanson de ces alternances gauche-droite qui ne changent rien, de ces cohabitations qui montrent à quel point tous ces politiciens, une fois au pouvoir, mènent la même politique, celle des patrons et des riches.

Le « programme partagé » de cette nouvelle union ne déroge pas à la règle. Le Smic qu'il promet à 1 400 euros, 50 de plus que la promesse présidentielle d'Anne Hidalgo, 100 de moins que celle de Fabien Roussel, est dérisoire face à l'inflation qui s'annonce galopante. Idem pour la promesse de « retraite à 60 ans », ô pardon « droit à la retraite à 60 ans ». Avec quel montant ? Qui, avec le chômage et un premier boulot qu'on ne décroche que tard, aura 40 annuités avant 62 ou 64 ans ? Combien de femmes surtout, qui s'arrêtent pour élever des enfants ? Et les promesses n'engagent personne.

Pour riposter aux attaques annoncées contre nous par Macron (retraite, assurance chômage, salaires maintenus au plancher), il va falloir se préparer à autre chose que ce prétendu « troisième tour électoral » : à un troisième tour social, par nos mobilisations et nos luttes. Et déjà par des discussions sérieuses, entre nous, sur nos lieux de travail.